15. JUL 1960

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 27 avril 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux acquisitions d'immeubles pour compte de l'Etat, des organismes d'Etat et des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant", a donné le 15 juin 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 27e april 1960 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aankopen van onroerende goederen voor rekening van de Staat, de staatsinstellingen en instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft", heeft de 15e juni 1960 het volgend advies gegeven :

Les comités d'acquisition sont des services institués au sein de l'Administration des finances et auxquels le pouvoir exécutif confie la mission d'exercer ses attributions en matière d'acquisitions et d'expropriations d'immeubles.

La base légale du projet réside donc dans l'article 29 de la Constitution, qui devrait être visé au préambule.

Bien que les comités d'acquisition n'aient pas d'existence légale distincte de celle de l'Administration de l'Etat, certaines lois leur reconnaissent une compétence propre et leur confèrent des attributions particulières en ce qui concerne les acquisitions et les expropriations qu'elles prévoient.

L'arrêté royal faisant l'objet du projet apparaît donc aussi comme une mesure d'exécution de ces lois. Celles-ci - il s'agit de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation et de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions - devraient, dès lors, également être mentionnées au préambule.

La législation sur la comptabilité de l'Etat exerce une incidence sur l'article 4 du projet, devenu l'article 7 du texte ci-après; cet article ne tend cependant pas à exécuter cette législation. Celle-ci ne doit donc pas être visée au préambule.

\+

\+ \+

.../...

Le présent avis suggère, in fine, une nouvelle rédaction du projet, laquelle tient compte des observations développées ci-dessous. Les articles auxquels se réfèrent ces observations sont ceux du texte proposé par le Conseil d'Etat.

\+

\+ +

Le projet devrait comporter un article 1er instituant les comités d'acquisition et un article 2 énonçant les règles essentielles relatives à leur composition et à leur organisation.

\+

\+ +

Il y a lieu, dans les attributions des comités d'acquisition, lesquelles sont énumérées aux articles 3 à 5 du texte ci-après, de distinguer trois catégories essentielles.

1° Les comités d'acquisition, en tant que services de l'Administration de l'Etat, peuvent être chargés par le Roi de toutes les acquisitions immobilières intéressant l'Etat lui-même, et leur intervention peut être prescrite à cet effet chaque fois qu'un département ministériel doit procéder à de telles acquisitions. Telle est la première mission que le projet confie aux comités, lesquels représentent donc l'Etat, quel que soit le Ministre intéressé, dans les négociations et la signature des conventions tendant à l'achat d'un immeuble pour compte de l'Etat.

.../...

Lorsqu'il ne s'agit pas d'acquisition amiable mais d'expropriation par la voie judiciaire, il convient de respecter la règle selon laquelle "l'Etat fait valoir ses droits en justice par ses organes, les chefs des départements ministériels intéressés, assistés ou représentés par des subordonnés agissant sur ordre de l'autorité dont ils dépendent" (Cass. 27 février 1947, Pas. I, 83).

L'action doit donc être intentée au nom du Ministre intéressé; cette règle fondamentale n'exclut, cependant, pas la possibilité de déléguer aux comités d'acquisition l'exercice des poursuites et la direction de la procédure : telle est la seconde mission dont les comités sont chargés par le projet.

2° Les compétences que les comités d'acquisition peuvent recevoir en tant qu'organes de l'Etat, ne peuvent être étendues d'autorité par arrêté royal aux acquisitions d'immeubles pour compte d'organismes publics ou d'utilité publique possédant une personnalité distincte de celle de l'Etat; qu'il s'agisse, en effet, d'acquisitions amiables ou d'expropriations, le droit de représenter une personne morale et de prendre des décisions en son nom n'appartient qu'à ses organes statutaires.

Il est toutefois loisible à l'Etat de mettre ses comités d'acquisition à la disposition de ces organismes; ceux-ci peuvent, dans les limites de leurs pouvoirs statutaires, reconnaître les comités en tant que leurs mandataires, conformément aux règles du droit civil, afin de procéder aux acquisitions.

.../...

Les organismes publics jouissant de la personnalité civile qui sont investis par la loi du droit de procéder à des expropriations détiennent, de ce fait, une parcelle de la puissance publique; ils ne peuvent, dès lors, subdéléguer les comités d'acquisition dans l'exercice de ce pouvoir qui leur est attribué, en les chargeant de poursuivre en leur nom les actions judiciaires en expropriation , sauf dans les cas où une disposition légale particulière les y habilite.

Si la loi n'y pourvoit pas, la seule mission qui peut, par conséquent, être confiée aux comités d'acquisition en l'occurrence, est celle d'assister dans les procédures les organismes publics qui le demandent.

3° Les comités d'acquisition sont chargés par l'article 19 de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 et par l'article 18 de la loi du 18 juillet 1959, de toutes les acquisitions et expropriations d'immeubles prévues par ces textes légaux, quel que soit le pouvoir ou l'organisme intéressé.

Lorsqu'il s'agit d'acquisitions à effectuer pour l'exécution des plans d'aménagement ou en vue de l'aménagement de terrains industriels, les comités d'acquisition sont donc, par dérogation aux règles énoncées ci-dessus, investis légalement de la mission de représenter les organismes publics jouissant de la personnalité civile, sans que ceux-ci doivent leur conférer de mandat à cet effet; de même, les comités sont les représentants légaux de ces organismes dans les procédures d'expropriation; la compétence ainsi dévolue aux comités est, enfin, exclusive et les organismes publics intéressés sont tenus de s'assurer leur concours.

.../...

D'autres textes légaux, sans faire mention des comités d'acquisition, investissent l'Administration des domaines ou ses fonctionnaires d'attributions en matière d'acquisition et d'expropriation d'immeubles pour compte d'organismes publics jouissant de la personnalité civile.

Tel est le cas de l'article 12 de la loi du 9 août 1955 instituant un Fonds des routes 1955-1969, lequel dispose en son dernier alinéa que"les fonctionnaires de l'Administration de l'enregistrement et des domaines sont habilités pour agir au nom du Fonds".

Tel est aussi le cas de l'article 14 de la loi du 7 décembre 1953 réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin la Société nationale du logement et la Société nationale de la petite propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité (modifié par la loi du 27 juin 1956, article 13), lequel dispose que "les acquisitions et les expropriations de propriétés bâties ou non bâties par la Société nationale du logement, par la Société nationale de la petite propriété terrienne ou par les sociétés agréées par elles, peuvent être confiées à l'Administration des domaines, qui a qualité pour passer les actes".

L'exercice de ces compétences peut, tout naturellement, être confié, par mesure administrative, à cette branche spécialisée de l'Administration des domaines que sont les comités d'acquisition. L'article 12, alinéa 1er, de la loi du 9 août 1955 instituant un Fonds des routes 1955-1969 dispose, d'ailleurs, expressément que "les acquisitions et expropriations nécessitées pour l'exécution des travaux prévus à l'article 2 sont effectuées par le Fonds, conformément aux lois et arrêtés auxquels sont assujetties les Administrations de l'Etat".

Il importe, à cette fin, tout d'abord de préciser à l'article 1er du projet que les comités d'acquisition font partie de l'Administration des domaines, et ensuite de confier expressément aux comités l'exercice des attributions légales dont cette administration est investie en la matière, ce que prévoit l'article 4, alinéa 3, du texte ci-après.

Les articles 3 à 5 du texte ci-après, relatifs à la compétence des comités d'acquisition, font apparaître l'étendue de leurs attributions lorsque les comités agissent pour compte de l'Etat, lorsqu'ils agissent pour compte d'organismes publics jouissant de la personnalité civile sans y être habilités par une disposition légale particulière, et, enfin, lorsqu'une loi spéciale investit les comités, ou l'Administration dont ils font partie, de certains pouvoirs déterminés.

\+

\+ +

Les comités d'acquisition, contrairement à ce que pourrait suggérer leur nom, ne sont pas des institutions collégiales. Les attributions qui leur sont dévolues sont exercées individuellement par les fonctionnaires des comités.

.../...

Lorsque ces fonctionnaires agissent pour compte de l'Etat indépendamment de toute disposition légale, ils tiennent leur délégation de l'arrêté royal instituant les comités.

Lorsqu'ils agissent en vertu d'une loi, soit pour compte de l'Etat, soit pour compte d'organismes publics jouissant de la personnalité civile, ils tiennent leur délégation de cette loi, dans les conditions que précise éventuellement le pouvoir exécutif.

Dans l'un et l'autre cas, ils agissent valablement sans devoir justifier d'aucun mandat spécial, le mandat général, légal ou réglementaire, dont ils sont investis les habilitant à exercer toutes les attributions conférées aux comités, y compris les actions en justice, lorsque celles-ci relèvent de la mission des comités.

La situation est différente lorsque les fonctionnaires des comités d'acquisition ne tiennent leurs pouvoirs que d'un mandat donné par un organisme public jouissant de la personnalité civile. Il est alors nécessaire qu'ils justifient vis-à-vis des tiers de l'existence de ce mandat, lequel est, en pareil cas, le seul fondement de leur compétence.

L'article 6 du texte ci-après déterminant les pouvoirs des fonctionnaires attachés aux comités d'acquisition tient compte, en son alinéa 1er, de cette distinction essentielle.

.../...

Le fonctionnaire qui procède à l'acquisition d'un immeuble au nom de l'Etat, agit à un double titre : tout d'abord, il intervient à l'acte en tant que partie à la convention; ensuite, il confère à l'acte son caractère authentique, en vertu du "principe traditionnel de l'authenticité des actes de l'autorité publique" (Cass. 17 janvier 1901, Pas. I, 106).

Cette double compétence des fonctionnaires de l'Etat n'existe, cependant, à défaut de dispositions légales particulières, que lorsqu'ils agissent dans la sphère de leurs attributions, c'est-à-dire, en l'occurrence, lorsqu'ils passent l'acte d'acquisition d'un bien immobilier destiné à être incorporé au domaine de l'Etat.

Il n'y a pas lieu de faire d'exception à cette règle lorsque l'opération s'effectue pour compte d'un organisme d'Etat jouissant de la personnalité civile et que l'immeuble est destiné à être incorporé au domaine de l'Etat. Tel est notamment le cas des acquisitions d'immeubles faites par un fonctionnaire de l'Etat pour compte du Fonds des routes 1955-1969.

La situation est, cependant, toute autre lorsqu'un organisme d'Etat jouissant de la personnalité civile acquiert un bien immobilier destiné à faire partie de son patrimoine propre. Le fonctionnaire de l'Etat habilité par cet organisme à le représenter à l'acte n'agit, en effet, pas en tant qu'organe de l'Administration de l'Etat, dans l'exercice de ses attributions. L'Etat est étranger à l'acte et ne fait que prêter le concours de son fonctionnaire en vue de faciliter l'accomplissement, pour l'organisme intéressé, d'une opération relevant de la compétence exclusive de celui-ci.

.../...

Les seuls fonctionnaires publics habilités à donner à la convention le "caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique" sont, en pareil cas, les notaires, conformément à l'article 1er de la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI contenant organisation du notariat, sauf dans l'hypothèse, d'ailleurs assez fréquente, où une loi spéciale en aurait disposé autrement. Il en est, notamment, ainsi de la loi du 7 décembre 1953 dont l'article 14, déjà cité, donne compétence à l'Administration des domaines pour passer les actes en matière d'acquisition de propriétés par la Société nationale du logement, la Société nationale de la petite propriété terrienne ou les sociétés agréées par elles.

L'article 6, alinéa 2, du texte ci-après fait apparaître que les fonctionnaires des comités d'acquisition n'ont qualité pour passer des actes authentiques constatant l'acquisition d'un immeuble que lorsque le bien doit être incorporé au domaine de l'Etat ou lorsqu'une loi spéciale leur en attribue le pouvoir.

La compétence et les attributions des fonctionnaires des comités d'acquisition se trouvent suffisamment déterminées dans le texte proposé ci-après; il n'apparaît pas nécessaire de reprendre la formule, au demeurant imprécise, selon laquelle "les comités jouissent des pouvoirs les plus étendus dans le cadre d'activité qui leur est assigné".

\+

\+ \+

La disposition de l'article 5, alinéa 2, du projet du Gouvernement, relative au maintien en vigueur des mesures d'exécution prises en vertu des arrêtés royaux abrogés, s'avère superflue, car c'est de plein droit que les arrêtés ministériels et autres mesures d'exécution pris sur la base des arrêtés royaux auxquels doit être substitué le projet sont maintenus en vigueur, lorsqu'ils sont compatibles avec la réglementation nouvelle.

ARRETE ROYAL RELATIF AUX COMITES D'ACQUISITION D'IMMEUBLES POUR COMPTE DE L'ETAT, DES ORGANISMES D'ETAT ET DES ORGANISMES DANS LESQUELS L'ETAT A UN INTERET PREPONDERANT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation, notamment l'article 19;

Vu la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions, notamment l'article 18;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de tous Nos Ministres,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Il est institué, sous l'autorité et la surveillance du Ministre des Finances, des services dénommés "comités d'acquisition d'immeubles" dont la composition et les attributions sont déterminées aux articles suivants.

Ces comités font parties de l'Administration des domaines.

Article 2.-

Chaque comité d'acquisition comprend un président, un ou plusieurs chefs de bureau et des commissaires, qui sont nommés par le Roi.

D'autres fonctionnaires de l'enregistrement et des domaines peuvent, en outre, y être détachés par le Ministre des Finances.

Le Ministre des Finances règle l'organisation et le mode de fonctionnement des comités d'acquisition. Il en fixe le siège et le ressort suivant les besoins du service.

Article 3.-

Les comités d'acquisition ont seuls compétence pour procéder à toutes les acquisitions d'immeubles pour compte de l'Etat.

Ils dirigent, au nom du Ministre intéressé, les procédures d'expropriation.

.../...

Article 4.-

Les comités d'acquisition sont également chargés de procéder aux acquisitions d'immeubles pour compte d'organismes publics jouissant de la personnalité civile, dans les cas prévus par la loi ou lorsqu'un organisme, placé sous l'autorité ou la surveillance de l'Etat, leur en donne mandat.

Lorsque la loi ne les charge pas de poursuivre les expropriations, ils peuvent néanmoins être requis par ces organismes de les assister dans les procédures.

Les comités d'acquisition sont chargés d'exercer toutes les attributions conférées par la loi à l'Administration des domaines ou à ses fonctionnaires en matière d'acquisitions et d'expropriations d'immeubles pour compte d'organismes publics jouissant de la personnalité civile.

Article 5.-

Dans la mesure et aux conditions fixées par le Ministre des Finances, les comités d'acquisition procèdent aux acquisitions d'immeubles pour compte des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant lorsque ceux-ci leur en donnent mandat, ou assistent ces organismes à la requête de ceux-ci dans les procédures d'expropriation.

.../...

Article 6.-

Lorsque les membres des comités d'acquisition et les fonctionnaires détachés auprès de ces comités agissent pour compte de l'Etat ou exercent les attributions qui leur sont conférées par une loi, ils ne doivent justifier envers les tiers d'aucun mandat spécial.

Ils ont, de même que les autres fonctionnaires de l'Administration des domaines, qualité pour passer les actes d'acquisition lorsque le bien doit être incorporé au domaine de l'Etat ou lorsque la loi les y habilite.

Article 7.-

Lorsqu'un comité d'acquisition est chargé par un Ministre de l'acquisition ou de l'expropriation d'un immeuble pour compte de l'Etat, cette décision implique délégation du président du comité en qualité d'ordonnateur, conformément à l'article 18 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, modifié par la loi du 20 juillet 1921, aux fins d'engager des crédits budgétaires et d'approuver, au nom du Ministre intéressé, les dépenses à due concurrence.

Article 8.-

Toutes les délégations précédemment accordées au président des comités d'acquisition en vue d'engager des crédits budgétaires et d'approuver les dépenses au nom des Ministres intéressés sont retirées.

.../...

Article 9.-

L'arrêté royal du 9 juillet 1929 relatif aux acquisitions d'immeubles pour compte de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 27 décembre 1930, est abrogé.

Article 10.-

Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

....

....

De aankoopcomité's zijn diensten, ingesteld bij het bestuur van financiën, die de uitvoerende macht belast met het uitoefenen van haar bevoegdheid inzake aankoop en onteigening van onroerende goederen.

Rechtsgrond voor het ontwerp is dus artikel 29 van de Grondwet, waarnaar de aanhef dan ook zou moeten verwijzen.

Al zijn de aankoopcomité's wettelijk gezien niet onderscheiden van het Rijksbestuur, toch verlenen bepaalde wetten hun een eigen bevoegdheid en bijzondere attributen voor de aankopen en onteigeningen die ze voorschrijven.

Het ontwerp van koninklijk besluit doet zich dus ook voor als een maatregel tot uitvoering van die wetten. Deze laatste, met name de besluitwet van 2 december 1946 betreffende de stedebouw en de wet van 18 juli 1959 tot invoering van bijzondere maatregelen tot bestrijding van de economische en sociale moeilijkheden in sommige gewesten, zouden dan ook in de aanhef moeten worden vermeld.

Al heeft de wetgeving op de Rijkscomptabiliteit een zekere terugslag op artikel 4 van het ontwerp (artikel 7 van de hierna voorgestelde tekst), toch strekt dat artikel niet tot uitvoering van die wetgeving, zodat deze in de aanhef niet hoeft te worden vermeld.

\+

\+ \+

.../...

Aan het slot van dit advies wordt voor het ontwerp een nieuwe tekst voorgesteld waarbij met de hier gemaakte opmerkingen rekening is gehouden. De artikelen waarnaar die opmerkingen verwijzen, zijn die van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

\+
\+ +

Het eerste artikel van het ontwerp zou een bepaling moeten zijn, houdende instelling van de aankoopcomité's ; het tweede zou de voornaamste regelen voor de samenstelling en de inrichting van die comité's moeten aangeven.

\+
\+ +

Onder de ambtsbevoegdheden van de aankoopcomité's, zoals die in de artikelen 3 tot 5 van de voorgestelde tekst worden opgesomd, zijn essentieel drie categorieën te onderscheiden.

1° De aankoopcomité's kunnen als diensten van het Rijksbestuur door de Koning worden belast met alle aankopen van onroerende goederen voor de Staat zelf, waartoe kan worden voorgeschreven dat ze optreden telkens als een bepaald ministerieel departement zulke aankopen moet doen. Dit is de eerste taak die het ontwerp aan de comité's opdraagt. Deze comité's vertegenwoordigen dus de Staat, welke ook de betrokken Minister zij, bij de onderhandelingen en bij de ondertekening van de overeenkomsten tot aankoop van een onroerend goed voor rekening van de Staat.

.../...

Betreft het geen aankoop in der minne doch een gerechtelijke onteigening, dan dient de regel te worden nageleefd volgens welke "de Staat, vóór het gerecht, zijn rechten doet gelden door zijn organen, de hoofden van de belanghebbende ministeriële departementen, bijgestaan of vertegenwoordigd door ondergeschikten, handelend op bevel van hun overheid" (Cass. 27 februari 1947, Pas. I, 83).

De vordering moet dus worden ingesteld in naam van de betrokken Minister; die fundamentele regel sluit evenwel niet uit dat aan de comité's delegatie kan worden verleend voor het verrichten van de vervolgingen en het voeren van de procedure : dat is dan de tweede taak die het ontwerp hun opdraagt.

2° De bevoegdheid die aan de aankoopcomité's als organen van de Staat kan worden verleend, kan niet van overheidswege bij koninklijk besluit worden uitgebreid tot de aankoop van onroerende goederen voor rekening van openbare instellingen of instellingen van openbaar nut met een van de Staat onderscheiden rechtspersoonlijkheid; inderdaad, of het nu aankopen in der minne dan wel onteigeningen betreft, het recht tot vertegenwoordiging van een rechtspersoon en tot het nemen van beslissingen in zijn naam berust alleen bij de statutaire organen van die rechtspersoon.

Wel kan de Staat zijn aankoopcomité's ter beschikking van die instellingen stellen ; deze kunnen de comité's, binnen de grenzen van hun statuutbevoegdheid, onder inachtneming van de civielrechtelijke regelen, voor het verrichten van de aankopen als lasthebber erkennen.

.../...

Bij de openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid die volgens de wet tot het doen van aankopen zijn gerechtigd, berust aldus een deel van de openbare macht ; derhalve kunnen zij de uitoefening van die macht niet verder opdragen aan de aankoopcomité's en deze dus niet gelasten in hun naam rechtsvorderingen tot onteigening te vervolgen, tenzij een speciale wetsbepaling hun daartoe machtiging verleent.

Wordt daarin door de wet niet voorzien, dan kan aan de aankoopcomité's in deze geen andere taak worden opgedragen dan het verlenen van procedurebijstand aan de instellingen die erom verzoeken.

3° Artikel 19 van de besluitwet van 2 december 1946 en artikel 18 van de wet van 18 juli 1959 belasten de aankoopcomité's met alle aankopen en onteigeningen die ze voorschrijven, onverschillig welk overheidslichaam of welke instelling erbij betrokken is.

Voor aankopen ter uitvoering van plannen van aanleg of inrichting van nijverheidsgronden is aan de aankoopcomité's, in afwijking van de hierboven aangegeven regels, dus wettelijk de taak opgedragen de openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid te vertegenwoordigen zonder dat deze hun daartoe last moeten geven ; evenzo treden de comité's op als de wettelijke vertegenwoordiger van die instellingen bij onteigeningsprocedures ;die bevoegdheid, tenslotte, is exclusief en de betrokken openbare instellingen zijn verplicht een beroep te doen op de medewerking van de comité's.

.../...

Andere wetteksten verlenen, zonder de aankoopcomité's te vernoemen, aan het bestuur der domeinen of zijn ambtenaren sommige attributen inzake aankoop en onteigening van onroerende goederen voor rekening van openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid.

Dat is het geval met artikel 12, laatste lid, van de wet van 9 augustus 1955 houdende instelling van een Wegenfonds 1955-1969, waarin bepaald wordt, dat "de ambtenaren van het bestuur der registratie en der domeinen bevoegd zijn om in naam van het Fonds op te treden".

Dat is ook het geval met artikel 14 van de wet van 7 december 1953 houdende nieuwe regeling in zake krotopruiming en waarbij de Nationale Maatschappij voor de huisvesting en de Nationale Maatschappij voor de kleine landeigendom ertoe gemachtigd worden het voorwerp hunner bedrijvigheid uit te breiden (gewijzigd bij de wet van 27 juni 1956, artikel 13). Dit artikel bepaalt dat "de aankopen en onteigeningen van gebouwde of ongebouwde eigendommen door de Nationale Maatschappij voor de huisvesting, door de Nationale Maatschappij voor de kleine landeigendom of door de door hen erkende vennootschappen te doen, mogen worden toevertrouwd aan het bestuur der domeinen, dat bevoegd is om de akten te verlijden".

De uitoefening van die bevoegdheid kan bij bestuursmaatregel natuurlijkerwijze worden opgedragen aan de terzake gespecialiseerde tak van het bestuur der domeinen, met name de aankoopcomité's. Artikel 12, eerste lid, van de wet van 9 augustus 1955 houdende instelling

.../...

van een Wegenfonds 1955-1969 schrijft trouwens uitdrukkelijk voor dat "de aankopen en onteigeningen die vereist zijn voor de uitvoering van de werken bepaald in artikel 2 door het Fonds worden gedaan overeenkomstig de wetten en besluiten waaraan de Rijksbesturen zijn onderworpen".

Daartoe moet het ontwerp allereerst, met name in artikel 1, preciseren dat de aankoopcomité's deel uitmaken van het bestuur der domeinen en daarna de uitoefening van de bevoegdheid welke door de wet aan dat bestuur terzake is verleend, uitdrukkelijk opdragen aan de genoemde comité's, wat gedaan wordt in artikel 4, derde lid, van de hierna voorgestelde tekst.

De artikelen 3 tot 5 van die tekst, die betrekking hebben op de bevoegdheid van de aankoopcomité's, doen uitkomen hoever de ambtsbevoegdheden van die comité's reiken wanneer ze optreden voor rekening van de Staat, wanneer ze, zonder daartoe door een speciale wetsbepaling te zijn gemachtigd, handelen voor rekening van openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid en, tenslotte, wanneer een speciale wet de comité's of het bestuur waartoe deze behoren een zekere macht opdraagt.

\+

\+ \+

In tegenstelling met hetgeen hun naam zou kunnen doen vermoeden, zijn de aankoopcomité's geen collegiale instellingen. De bevoegdheid die hun is toevertrouwd, wordt door de ambtenaren van die comité's individueel uitgeoefend.

.../...

Treden die ambtenaren voor rekening van de Staat op buiten iedere wetsbepaling om, dan ontlenen zij hun bevoegdheid aan het koninklijk besluit tot instelling van de comité's.

Handelen zij krachtens een wet hetzij voor rekening van de Staat, hetzij voor rekening van openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid, dan ontlenen ze hun bevoegdheid aan die wet, onder de voorwaarden die eventueel nader worden bepaald door de uitvoerende macht.

In beide gevallen treden zij geldig op zonder dat zij moeten doen blijken van een bijzondere lastgeving, aangezien de wettelijke of verordenende algemene lastgeving waarvan ze houder zijn, hen machtigt tot het uitoefenen van alle bevoegdheden van de comité's, met inbegrip van de rechtsvorderingen indien deze tot de taak van de comité's behoren.

Anders staat het als de ambtenaren van de aankoopcomité's hun macht enkel ontlenen aan een lastgeving vanwege een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid. In dat geval moeten zij tegenover derden doen blijken van die lastgeving, die dan de enige rechtsgrond voor hun bevoegdheid is.

In artikel 6 van de hierna voorgestelde tekst, dat de bevoegdheid van de ambtenaren van de aankoopcomité's bepaalt, is, met name in het eerste lid, met dat essentieel onderscheid rekening gehouden.

.../...

De ambtenaar die voor rekening van de Staat een onroerend goed aankoopt, handelt in tweeërlei hoedanigheid : eerst treedt hij bij de akte op als partij bij de overeenkomst, daarna verleent hij aan die akte haar authentiek karakter volgens het traditionele beginsel van de authenticiteit der overheidsakten (Cass. 17 januari 1901, Pas. 1, 106).

Bij gebrek aan bijzondere wetsbepalingen bezitten de Rijksambtenaren die tweeledige bevoegdheid echter alleen wanneer zij optreden binnen het raam van hun ambtsbevoegdheden, dit wil zeggen hier, wanneer zij de aankoopakte verlijden voor een onroerend goed dat in het Staatsdomein zal worden opgenomen.

Op de regel dient geen uitzondering te worden gemaakt als de verrichting geschiedt voor rekening van een Rijksinstelling met rechtspersoonlijkheid en het onroerend goed in het Staatsdomein zal worden opgenomen, zoals bijvoorbeeld het geval is als een Rijksambtenaar onroerende goederen aankoopt voor rekening van het Wegenfonds 1955-1969.

Geheel anders staat het als een Rijksinstelling met rechtspersoonlijkheid een onroerend goed voor haar eigen patrimonium aankoopt. De Rijksambtenaar die door deze instelling gemachtigd is om haar bij de akte te vertegenwoordigen, treedt immers niet op als orgaan van het Rijksbestuur in de uitoefening van zijn ambtsbevoegdheden. De Staat is dan geen partij bij de akte en beperkt zich ertoe de medewerking van zijn ambtenaar te verlenen ter vergemakkelijking van een verrichting waartoe alleen de betrokken instelling bevoegd is.

.../...

In dat geval zijn, overeenkomstig artikel 1 van de wet van 25 ventôse - 5 germinal jaar XI tot regeling van het notariaat, als openbare ambtenaren alleen notarissen bevoegd om de overeenkomst het authentiek karakter van de overheidsakten te verlenen, tenzij een bijzondere wet anders bepaalt, wat vrij dikwijls voorkomt. Dit is onder meer het geval met de wet van 7 december 1953 die, in het reeds aangehaalde artikel 14, aan het bestuur der domeinen bevoegdheid verleent tot het verlijden van de akten van aankoop van eigendommen door de Nationale Maatschappij voor de huisvesting, de Nationale Maatschappij voor de kleine landeigendom of de door hen erkende maatschappijen.

Artikel 6, tweede lid, van de hiernavolgende tekst doet uitkomen, dat de ambtenaren van de aankoopcomité's slechts dan bevoegd zijn tot het verlijden van authentieke akten van aankoop van een onroerend goed, wanneer dit goed in het Staatsdomein moet worden opgenomen of wanneer een bijzondere wet hun daartoe bevoegdheid verleent.

De bevoegdheid en de attributen van de ambtenaren van de aankoopcomité's worden in de hierna voorgestelde tekst voldoende omschreven; het lijkt niet nodig de overigens vage formule over te nemen, volgens welke "de comité's de meest uitgebreide macht bezitten binnen het werkterrein dat hun is toegewezen".

\+

\+ \+

.../...

Het lijkt overbodig in artikel 5, tweede lid, van het Regeringsontwerp te bepalen, dat de uitvoeringsmaatregelen die krachtens de opgeheven koninklijke besluiten zijn genomen, van kracht blijven. De ministeriële besluiten en andere uitvoeringsmaatregelen genomen op grond van de koninklijke besluiten die door het ontworpen besluit zullen worden vervangen, blijven immers van rechtswege van kracht voor zover zij met de nieuwe regeling bestaanbaar zijn.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE COMITE'S TOT AANKOOP VAN ONROERENDE GOEDEREN VOOR REKENING VAN DE STAAT, VAN DE STAATSINSTELLINGEN EN VAN DE INSTELLINGEN WAARIN DE STAAT EEN OVERWEGEND BELANG HEEFT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de besluitwet van 2 december 1946 betreffende de stedebouw, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op de wet van 18 juli 1959 tot invoering van bijzondere maatregelen ter bestrijding van de economische en sociale moeilijkheden in sommige gewesten, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van al Onze Ministers,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Onder het gezag en het toezicht van de Minister van Financiën worden diensten ingesteld, "Comité's tot aankoop van onroerende goederen" genaamd, waarvan de samenstelling en de bevoegdheden in de hiernavolgende artikelen worden bepaald.

Die comité's maken deel uit van het bestuur der domeinen.

Artikel 2.-

Ieder aankoopcomité bestaat uit een voorzitter, één of meer bureauchefs en commissarissen benoemd door de Koning.

De Minister van Financiën kan bij die comité's ook andere ambtenaren van het bestuur der registratie en domeinen detacheren.

De Minister van Financiën regelt de inrichting en de werkwijze van de aankoopcomité's. Hij stelt hun zetel en ambtsgebied vast volgens de behoeften van de dienst.

Artikel 3.-

Alleen de aankoopcomité's zijn bevoegd tot het aankopen van onroerende goederen voor rekening van de Staat.

.../...

Ze voeren de onteigeningsprocedures in naam van de betrokken Minister.

Artikel 4.-

De aankoopcomité's zijn eveneens belast met de aankoop van onroerende goederen voor rekening van openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid wanneer dit door de wet is voorgeschreven of wanneer een onder Staatsgezag of -toezicht staande instelling hun daartoe last geeft.

Ingeval de wet hen niet belast met het vervolgen van de onteigeningen, kunnen zij door die instellingen niettemin om bijstand in de procedure worden verzocht.

De aankoopcomité's zijn belast met het uitoefenen van alle ambtsbevoegdheden, welke de wet aan het bestuur der domeinen of aan de ambtenaren van dat bestuur opdraagt inzake aankoop en onteigening van onroerende goederen voor rekening van openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid.

Artikel 5.-

In de mate en onder de voorwaarden door de Minister van Financiën bepaald, kopen de aankoopcomité's de onroerende goederen aan voor rekening van de instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft, wanneer deze hen daartoe last geven, of staan ze die instellingen, als deze hen daarom verzoeken, bij in de onteigeningsprocedure.

.../...

Artikel 6.-

Wanneer de leden van de aankoopcomité's en de bij die comité's gedetacheerde ambtenaren optreden voor rekening van de Staat of de ambtsbevoegdheden uitoefenen die hun door de wet zijn opgedragen, moeten zij tegenover derden niet van een bijzondere lastgeving doen blijken.

Zij zijn, evenals de overige ambtenaren van het bestuur der domeinen, bevoegd tot het verlijden van de aankoopakten wanneer het goed in het Staatsdomein moet worden opgenomen of de wet hun daartoe bevoegdheid verleent.

Artikel 7.-

Wanneer een aankoopcomité door een Minister belast wordt met de aankoop of de onteigening van een onroerend goed voor rekening van de Staat, houdt die beslissing voor de voorzitter van het comité opdracht in om, overeenkomstig artikel 18 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1921, als ordonnateur de begrotingskredieten betaalbaar te stellen en de uitgaven namens de betrokken Minister tot het passende beloop goed te keuren.

Artikel 8.-

Alle vroeger aan de voorzitter van de aankoopcomité's verleende opdrachten tot betaalbaarstelling van begrotingskredieten en goedkeuring van uitgaven namens de betrokken Ministers zijn ingetrokken.

.../...

Artikel 9.-

Het koninklijk besluit van 9 juli 1929 betreffende de verwervingen van onroerende goederen voor rekening van de Staat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 december 1930, is opgeheven.

Artikel 10.-

Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. HOEFFLER, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. HOEFFLER, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.